

# CANADA LANDS COMPANY CLC LIMITED

PRIVACY ACT  
ANNUAL REPORT  
FOR REPORTING PERIOD OF  
APRIL 1, 2010 TO MARCH 31, 2011

## Introduction

The *Privacy Act* came into force in 1983. It gives Canadian citizens and people present in Canada the right to have access to information that is held about them by the federal government. It also protects unauthorized disclosure of that personal information. In addition, it strictly controls how the government will collect, use, store, disclose and dispose of any personal information.

In accordance with the provisions of section 72, Canada Lands Company CLC Limited (CLC) has prepared its annual report on the administration of this Act.

## Mandate of Canada Lands Company CLC Limited

CLC is the core real estate subsidiary of Canada Lands Company Limited. CLC has the same principal goal in its policy mandate as its parent company: to ensure the commercially oriented, orderly disposition of selected surplus federal real properties with optimal value to the Canadian taxpayer and the holding and managing of certain properties. This was laid out by the government in 1995 and then reconfirmed in 2001. The realization of optimal value recognizes financial value, economic stimulation and the strengthening of the quality of life in communities where the company operates.

# SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

LOI SUR LA PROTECTION DES  
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS  
RAPPORT ANNUEL  
POUR LA PÉRIODE DU  
1<sup>er</sup> AVRIL 2010 AU 31 MARS 2011

## Introduction

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* est entrée en vigueur en 1983. Elle garantit aux citoyens canadiens et aux personnes qui se trouvent au Canada l'accès à l'information à leur sujet qui est détenue par le gouvernement fédéral. La *Loi* les protège également de la divulgation non autorisée de ces renseignements personnels. De plus, elle place des contrôles très stricts sur la façon dont le gouvernement peut recueillir, utiliser, entreposer et divulguer des renseignements personnels, et sur la façon dont il peut en disposer.

Conformément aux dispositions de l'article 72, la Société immobilière du Canada CLC Limitée (SIC) a préparé son rapport annuel sur l'administration de cette *Loi*.

## Mandat de la Société immobilière du Canada CLC limitée

La SIC est la principale filiale immobilière de la Société immobilière du Canada limitée. La SIC a le même mandat que sa société mère, soit de se charger de l'aliénation de certains biens immobiliers excédentaires de façon ordonnée et à des fins commerciales, afin de procurer la plus grande valeur possible aux contribuables canadiens, ainsi que de détenir et gérer certaines propriétés. Ce mandat, qui lui avait été confié par le gouvernement en 1995, a été reconfirmé en 2001. La réalisation de la valeur optimale englobe la valeur financière, la stimulation économique et la contribution à la qualité de la vie dans les collectivités où l'entreprise exerce ses activités.

CLC's role is further elaborated on in Treasury Board's Policy on the Management of Real Property and Directive on the Sale or Transfer of Surplus Real Property. The surplus properties disposed of by CLC are identified as strategic. Strategic real properties are properties or portfolios of properties with potential for significantly enhanced value, those that are highly sensitive, or a combination of these factors. Because of the complexity associated with these properties, they may require innovative efforts and a comprehensive management approach to move them into the market.

### **Activities on the Privacy Act**

All responsibilities regarding the administration of the *Privacy Act* rest upon the Corporate Secretary who reports directly to the President and Chief Executive Officer. The latter is the head of the government institution for the purpose of the Act and he delegated all his powers under the Act to the Corporate Secretary. A copy of the delegation order is enclosed at the end of this report.

A consultant is retained by the Corporate Secretary to assist her in managing privacy activities.

### **Statistical Report**

The trend for the number of requests received by the Company compared with the previous reporting periods remained unchanged. CLC received no requests under the *Privacy Act* between April 1, 2010 and March 31, 2011.

Le rôle de la SIC est décrit plus précisément dans la Politique sur la gestion des biens immobiliers et dans la Directive sur la vente ou le transfert de biens immobiliers excédentaires du Conseil du Trésor. Les biens immobiliers que la SIC cède sont désignés stratégiques. Les biens immobiliers stratégiques sont des biens ou des portefeuilles de biens dont la valeur peut être accrue de manière significative ou qui sont d'une importance névralgique sur le plan politique - ou une combinaison de ces facteurs. En raison de la complexité que présentent ces biens, il pourrait être nécessaire d'innover et de recourir à une approche de gestion globale pour les mettre en vente.

### **Activités relatives à la protection des renseignements personnels**

Toutes les responsabilités liées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* incombent à la Secrétaire générale de la SIC, qui relève directement du Président-directeur général de la Société. Ce dernier, étant le responsable de l'institution fédérale aux fins de la *Loi*, lui a délégué tous les pouvoirs que confère la *Loi*. Une copie du décret de délégation de pouvoirs est jointe à ce rapport.

La Secrétaire générale retient les services d'un expert-conseil pour l'aider à gérer le volet de la protection des renseignements personnels.

### **Rapport statistique**

La tendance pour ce qui est du nombre de demandes reçues par la Société par rapport aux périodes antérieures demeure inchangée. La SIC n'a reçu aucune demande en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* durant la période du 1<sup>er</sup> avril 2010 au 31 mars 2011.

## **Privacy Act Training**

No *Privacy Act* training was undertaken during the reporting period.

## **Institution-specific Privacy Policies**

CLC developed and implemented a revised privacy policy during the reporting period.

## **Privacy Impact Assessments**

CLC did not initiate or complete any Preliminary Privacy Impact Assessments or Privacy Impact Assessments and did not forward any Privacy Impact Assessments to the Office of the Privacy Commissioner of Canada during the reporting year.

## **Data matching and data sharing activities**

CLC did not undertake in any of these activities during the reporting period.

## **Disclosure of personal information**

During the reporting period, CLC has not disclosed any personal information to third parties in accordance with paragraphs 8(2)(e), (f), (g) and (m) of the Act.

## **Complaints and appeals**

No complaint was filed with the Privacy Commissioner and no appeal was filed with the Federal Court during the reporting period.

## **Formation relative à la Loi sur la protection des renseignements personnels**

Aucun activité de formation relative à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* n'a été entreprise durant la période visée par le rapport.

## **Politiques et procédures institutionnelles**

La SIC a formulé et appliqué une politique révisée en matière de protection de la vie privée au cours de la période de référence.

## **Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée**

La SIC n'a abordé ou complété aucune évaluation préliminaire des facteurs relatifs à la vie privée, ni d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée pendant la période visée par le rapport. Aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée n'a été transmise au Commissariat à la protection de la vie privée au cours de la période de référence.

## **Activités d'appariement et de partage des données**

La SIC n'a entrepris aucune activité d'appariement et de partage des données durant la période visée par le rapport.

## **Divulgence de renseignements personnels**

Durant la période visée par ce rapport, la SIC n'a divulgué aucun renseignement personnel à de tierces parties en vertu des alinéas 8(2)(e), (f), (g) et (m) de la *Loi*.

## **Plaintes et recours judiciaires**

Aucune plainte n'a été déposée auprès du Commissaire à la protection de la vie privée et aucun appel n'a été interjeté à la Cour fédérale au cours de la période de référence.

**Access to Information and Privacy Act Delegation Order**

**Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès à  
l'information et de la protection des renseignements personnels**

The Chief Executive Officer of Canada Lands Company Limited, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the person holding the position set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis the position, to exercise the powers and functions of the Chief Executive Officer as the head of the government institution, under the section of the Act set out in the schedule opposite each position. This Designation Order supersedes all previous Designation Orders.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le Premier dirigeant de la Société immobilière du Canada limitée délègue au titulaire du poste mentionné à l'annexe ci-après, ainsi qu'à la personne occupant à titre intérimaire ledit poste, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investie par les articles des *Loi* mentionnées en regard de chaque poste. Le présent décret de délégation remplace et annule tout décret antérieur.

**Schedule / Annexe**

Position / Poste

*Access to Information Act* and  
Regulations / *Loi sur l'accès à  
l'information* et Règlement

*Privacy Act* and Regulations /  
*Loi sur la protection des  
renseignements personnels* et  
Règlement

Corporate Secretary /  
Secrétaire générale

Full authority / Autorité  
absolue

Full authority / Autorité  
absolue

Dated, in the City of Toronto  
this 8<sup>th</sup> day of August, 2007

Daté, en la ville de Toronto  
ce 8<sup>ème</sup> jour de août 2007

  
MARK B. LAROCHE

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to section 73 of the Access to Information Act Canada Lands Company Limited		
Section	Description	Corporate Secretary
4(2.1)	Responsibility of head of government institution	X
7(a)	Notice where access is requested	X
8(1)	Transfer to and transfer from institution	X
9	Extension of time limits	X
11(2), (3), (4), (5) and (6)	Additional fees	X
12(2)	Language of access	X
12(3)	Access to record in alternative format	X
13	Denial of access – Information obtained in confidence	X
14	Denial of access – Federal-Provincial Affairs	X
15	Denial of access – International Affairs and Defence	X
16	Denial of access – Law enforcement and investigation	X
17	Denial of access – Safety of Individuals	X
18	Denial of access – Economic interests of Canada	X
19	Denial of access – Personal information	X
20	Denial of access – Third party information	X
21	Denial of access – Advice	X
22	Denial of access – Testing procedures	X
22.1	Denial of access – Internal Audits	X
23	Denial of access – Solicitor-client privilege	X
24	Denial of access – Statutory prohibitions	X
25	Severance	X
26	Denial of access – Information to be published	X
27(1) and (4)	Third party notification	X
28(1), (2) and (4)	Third party notification	X
29(1)	Disclosure on recommendation of Information Commissioner	X
33	Advise Information Commissioner of third party involvement	X
35(2)	Right to make representations	X
37(4)	Access to be given to complainant	X
43(1)	Notice to third party of application to Federal Court for review	X
44(2)	Notice to applicant of application to Federal Court by third party	X
52(2) and (3)	Special rules for hearings	X
69	Denial of access – Cabinet confidences	X
71(2)	Exempt information severed from manuals	X

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to section 73 of the Privacy Act Canada Lands Company Limited		
Section	Description	Corporate Secretary
8(2)(j)	Disclose personal information for research purposes	X
8(2)(m)	Disclose personal information in the public interest or in the interest of the individual	X
8(4)	Retain copy of 8(2)(e) requests and disclosed records	X
8(5)	Notify Privacy Commissioner of 8(2)(m) disclosures	X
9(1)	Retain record of use	X
9(4)	Notify Privacy Commissioner of consistent use and amend index	X
10	Include personal information in personal information banks	X
14	Notice where access is requested	X
15	Extension of time limits	X
17(2)(b)	Language of access	X
18(2)	Denial of access – Exempt bank	X
19(1)	Denial of access – Information obtained in confidence from another government	X
19(2)	Where disclosure of information as described in subsection 19(1) is authorized	X
20	Denial of access – Federal-provincial affairs	X
21	Denial of access – International affairs and defence	X
22(1) and (2)	Denial of access – Law enforcement and investigations	X
23	Denial of access – Security clearances	X
24	Denial of access – Individuals sentenced for an offence	X
25	Denial of access – Safety of individuals	X
26	Denial of access – Personal information about other individuals	X
27	Denial of access – Solicitor-client privilege	X
28	Denial of access – Physical or mental health of individual	X
33(2)	Right to make representations to Privacy Commissioner	X
35(1)	Follow-up on recommendation by the Privacy Commissioner – Investigation	X
35(4)	Give applicant access to information	X
36(3)	Follow-up on recommendation by the Privacy Commissioner – Exempt banks	X
37(3)	Follow-up on recommendation by the Privacy Commissioner – Compliance	X
51(2)(b)	Request that hearing be held in the National Capital Region	X
51(3)	Submit <i>ex parte</i> representations	X
70	Denial of access – Cabinet confidences	X
77	Responsibilities conferred on the head of the institution by the Regulations made under section 77 which are not included above	X



**REPORT ON THE PRIVACY ACT  
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

Institution	Canada Lands Company CLC Limited / Société immobilière du Canada CLC Limitée	Reporting period / Période visée par le rapport 04/01/2010 to/à 03/31/2011
-------------	--	---

<b>I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels</b>	
Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	0
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visées par le rapport	0
Carried forward / Reportées	0

<b>II Disposition of request completed / Décisions concernant les demandes traitées</b>	
1. All disclosed / Divulgence totale	0
2. Disclosed in part / Divulgence partielle	0
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	0
5. Unable to process / Traitement impossible	0
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	0
7. Transferred / Transmission	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

<b>III Exemptions invoked / Exceptions invoquées</b>	
S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	0
S. Art. 22(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0

<b>IV Exclusions cited / Exclusions citées</b>	
S. Art. 69(1)(a)	0
(b)	0
S. Art. 69.1	0
S. Art. 70(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0
S. Art. 70.1	0

<b>S. Art. 69.1</b>	
S. Art. 70(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0

<b>VI Extentions / Prorogations des délais</b>		
	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	0	0
Consultation	0	0
Translation / Traduction	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>VII Translations / Traductions</b>		
Translations requested / Traductions demandées		0
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	0
	French to English / Du français à l'anglais	0

<b>VIII Method of access / Méthode de consultation</b>	
Copies given / Copies de l'original	0
Examination / Examen de l'original	0
Copies and examination / Copies et examen	0

<b>IX Corrections and notation / Corrections et mention</b>	
Corrections requested / Corrections demandées	0
Corrections made / Corrections effectuées	0
Notation attached / Mention annexée	0

<b>X Costs / Coûts</b>	
Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Salaire	\$ 5,000
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$ 1,000
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 6,000</b>
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	0.05

S. Art. 22(2)	0
S. Art. 22.1	0
S. Art.22.2	0
S. Art. 22.3	0
S. Art. 23 (a)	0
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	0
S. Art. 26	0
S. Art. 27	0
S. Art. 28	0

TBS/SCT 350-63 (Rev. 1999/03)